

17.06.2022. Mise à jour de la version précédente du 21.12.2020. Tarification des services AnaEE-France. Rédaction : Marion Bousquet (Cheffe de projet administratif AnaEE-France et chargée de mission appui aux infrastructures CNRS-INEE), Alyssa Clavreul (Cheffe de projet scientifique et technique AnaEE-France) et Jean-Gabriel Valay (Directeur du jardin du Lautaret, unité de service Université Grenoble-Alpes/CNRS et chargé de mission grands équipements et infrastructures CNRS-INEE).

TARIFICATION DES SERVICES ANAEE-France

Guide méthodologique construit dans le cadre d'une réflexion collective sur les services AnaEE France n'engageant pas les organismes tutelles de l'infrastructure.

Table des matières

1	Méthodologie de calcul des grilles tarifaires.....	2
1.1	Définition de l'offre de services.....	3
1.2	Choix de l'unité d'œuvre	3
1.3	Définition du coût complet afférent au service	3
1.4	Identifier les catégories d'utilisateurs	5
1.5	Déterminer le coût unitaire et fixer la grille tarifaire	5
1.6	Faire valider la tarification.....	5
2	Principes de facturation	6
2.1	Principes de tarification selon les catégories d'utilisateurs et la nature du financement	6
2.2	Mesures incitatives.....	7
2.3	Affichage des grilles tarifaires	7
3	Considérations dans l'utilisation des recettes.....	7

Ce document propose une méthodologie et des principes de tarification pour les services de l'infrastructure nationale AnaEE-France. Nous rappelons que ces services couvrent l'accès aux plateformes expérimentales, la production d'analyses pour caractériser les écosystèmes, la mise à disposition d'instruments et d'échantillons, et l'accès aux plateformes de modélisation.

Ce guide méthodologique est le fruit d'échanges avec des spécialistes de ces questions dans les administrations centrales, ainsi que de rencontres avec les responsables scientifiques et techniques de plusieurs plateformes¹. On retrouvera dans ce guide :

- une méthodologie de calcul des grilles tarifaires,
- les principes de facturation de l'Infrastructure,
- des considérations concernant l'utilisation des recettes.

L'objectif est d'harmoniser les pratiques pour garantir un niveau de tarification contribuant à l'équilibre budgétaire des services, et donc à celui de l'Infrastructure. Il vise également à ce que l'ensemble des services soient pourvus de grilles tarifaires pourvoyeuses d'une sécurité financière maximale, tant au regard des règles de la concurrence que des exigences des différents financeurs de la recherche publique (ANR, crédits européens, ...). Ce document a été conçu pour aider les responsables des unités gestionnaires des services à définir leur grille tarifaire. Il explique, de la manière la plus didactique possible, tout en cherchant à rester concis, la méthodologie à mettre en place, en complément des documents proposés par le MESRI à ce sujet pour ce qui concerne les infrastructures de recherche. Il ne saurait remplacer les procédures spécifiques mises en place, le cas échéant, par chaque tutelle.

Au cas où, plutôt que prestation donnant lieu à facturation, la collaboration serait privilégiée, la grille tarifaire permettra de valoriser en toute connaissance de cause la valeur de cette dernière.

1 METHODOLOGIE DE CALCUL DES GRILLES TARIFAIRES

Les grilles tarifaires sont établies par les unités gestionnaires des services², dans le respect du cadre interne des organismes de tutelles. Le choix de l'unité d'œuvre est essentiel, en cohérence avec l'offre de services AnaEE-France. Les grilles sont établies selon une méthodologie basée sur les coûts complets. Les étapes permettant d'établir les tarifs sont les suivantes :

1. définir l'offre de services,
2. choisir une unité d'œuvre,
3. définir le coût complet afférent au service proposé,
4. identifier les catégories d'utilisateurs,
5. déterminer le coût unitaire et fixer la grille tarifaire,
6. faire valider la tarification par la (ou les) tutelles.

¹ Le groupe de travail remercie plus particulièrement les plateformes (1) INRAE ACBB (Clermont-Ferrand), BioChemEnv (Versailles), Font Blanche (Avignon), Genosol (Dijon), QualiAgro (Grignon), M-Poete (Nancy), Pearl (Rennes), (2) CNRS CEREP (Fontainebleau), e-DNA et Lautaret (Grenoble), O3HP à l'observatoire de Haute Provence (St Michel l'Observatoire), Puechabon (Montpellier), Sete (Moulis) et (3) le service *finance, achats comptabilité* de la DR13 (CNRS).

² Les unités gestionnaires devront être clairement identifiées : un service hébergé au sein d'une tierce structure, sans convention d'hébergement, ne pourra pas établir une grille tarifaire fondée sur une analyse de ses coûts complets.

1.1 Définition de l'offre de services

Il appartient à chaque unité gestionnaire des services de définir précisément son offre, c'est-à-dire l'ensemble des prestations gérées au sein de l'organisation opérationnelle scientifique et technique d'AnaEE-France. Celle-ci doit faire l'objet d'une description claire et détaillée dans la charte associée³.

1.2 Choix de l'unité d'œuvre

Il est nécessaire que chaque unité gestionnaire décrive précisément et de manière détaillée son fonctionnement ainsi que le ou les services qu'elle propose, puis découpe son activité en unités d'œuvre. Un service peut correspondre à une ou plusieurs unité(s) d'œuvre. Le choix des unités d'œuvres devra être réaliste et cohérent au regard du ou des service(s) offert(s) ainsi que des moyens de gestion de l'unité gestionnaire⁴.

1.3 Définition du coût complet afférent au service

Le coût complet d'un service est l'ensemble des dépenses afférentes au périmètre de celui-ci. Ces dépenses peuvent être directes, indirectes, et de natures différentes. L'ensemble des dépenses de chaque tutelle doit être recensé dans le calcul du coût complet⁵. Si l'on souhaite pouvoir disposer d'une grille tarifaire certifiée⁶ par une, ou des, tutelle(s)⁷, il faut contacter la (ou les) tutelle(s) concernée(s)⁸. Une fois l'intégralité des dépenses recensées, celles-ci pourront être consolidées par la (ou les) tutelle(s) pour former le coût complet afférent au service. Ce coût complet, une fois divisé par le nombre d'unités d'œuvres, permettra de calculer le coût unitaire, à partir duquel sera déterminé le tarif.

Nature des dépenses prises en compte pour le calcul du coût complet :

- investissements : uniquement les amortissements (matériels⁹, bâtiments, ...),
- fonctionnement : consommables, maintenance, sous-traitance, prestations, ...,
- masse salariale : personnel contractuel et titulaire assurant le fonctionnement et la gestion du service,
- coûts indirects : c'est-à-dire les dépenses indispensables pour le maintien du service qui sont supportées non pas directement par le budget du service, mais par l'organisme hébergeur.

³ Conformément à la réglementation européenne en vigueur, retranscrite en droit français, dans le cadre du libre accès aux données acquises sur fonds publics, l'accès aux données publiques ne peut faire l'objet d'une facturation.

⁴ Plus le service sera découpé en de nombreuses unités d'œuvres, plus le travail pour déterminer les coûts, les tarifs, puis facturer, sera important. Cependant, un service découpé finement permettra de mieux ajuster la facturation en s'adaptant aux besoins et au budget de l'utilisateur.

⁵ Pouvoir s'appuyer sur une comptabilité analytique est essentiel. Il conviendra donc, en priorité, de catégoriser ses dépenses.

⁶ Une grille tarifaire certifiée permet d'être éligible pour toutes les sources de financements.

⁷ Conserver cette distinction entre tutelles permet de définir la part éligible, en facturation interne, aux différents types de financement de la recherche, notamment européen.

⁸ Dans chaque tutelle, la plupart du temps, il s'agit de l'agent comptable.

⁹ En fonction des tutelles, le seuil d'immobilisation (donc le seuil à partir duquel un matériel est considéré comptablement comme un investissement) pourra être variable.

Précisions :

- toutes les données concernant les dépenses directement engagées par la plateforme doivent être issues du système d'information de la (ou des) tutelles,
- sur quelle base calculer le coût unitaire ? Le coût complet doit être calculé selon une période de référence. Il peut s'agir d'un exercice budgétaire, comme l'année civile N-1, qui a l'avantage de la rigueur comptable. Cette méthode pertinente pour un service bien établi à l'activité stable, peut présenter cependant plusieurs inconvénients majeurs : la représentativité de l'exercice peut poser question (exemple, l'année 2020...), elle implique de fonctionner sans tarif l'année de mise en place d'un nouveau service et, enfin, elle ne permet pas d'anticiper une évolution programmée, à la hausse ou à la baisse, du taux d'occupation. Elle peut donc conduire à des tarifs inadaptés. Dès lors la notion de capacité normale, qui devra faire l'objet d'une traçabilité, pourra être utilisée¹⁰,
- les coûts liés aux personnels sont les coûts réels chargés issus du système d'information du service RH de la (ou les) tutelle(s). Il est impératif de distinguer les coûts liés aux personnels permanents de ceux liés aux personnels contractuels¹¹,
- identifier les coûts salariaux implique de disposer d'une répartition annuelle en pourcentage des agents¹² sur leurs différentes missions (plusieurs unités et/ou services et/ou infrastructures et/ou activités, ...). Il est donc essentiel de disposer, au sein de l'unité, d'un tableau de la répartition annuelle des activités des agents. Ce tableau, car il est unique, oblige à la cohérence. Il est recommandé d'utiliser une application de suivi de feuilles de temps pour établir la base de ce tableau, au moins la première année,
- c'est l'amortissement comptable qui est à prendre en compte¹³,
- les coûts de démantèlement seront pris en compte si ils sont inscrits dans la programmation budgétaire de la (ou des) tutelle(s),
- les coûts indirects comprennent les dépenses qui sont assumées par les tutelles, sans lisibilité pour le service, et qui ne peuvent donc pas être intégrées dans les dépenses directes de ce dernier. Selon les situations, ces dépenses indirectes peuvent recouvrir des réalités différentes : entretien et maintenance des locaux, mise à disposition du réseau informatique, fluides, gestion RH, communication,... Dans la majorité des cas, ces coûts indirects font l'objet d'un coefficient déterminé par la (ou les) tutelle(s) qui est communiqué aux unités gestionnaires¹⁴. Pour un service donné, la tutelle peut, le cas échéant, majorer ou minorer ce coefficient. Les services qui assument une dépense spécifique car ils disposent d'outils analytiques dédiés (exemple typique, une consommation électrique particulière) pourront intégrer ce coût dans leurs dépenses directes. Le point de vigilance sera de ne pas compter deux fois les dépenses.

¹⁰ La prise en compte de dépenses en dehors de la période de référence choisie est possible, sous réserve d'une justification documentée (par exemple, maintenance bi-annuelle, renouvellement d'un stock de consommables tous les trois ans, etc.)

¹¹ Cette distinction sera importante pour déterminer la part éligible à une facturation interne sur crédits ANR ou européen.

¹² Conformément à l'usage, les enseignants-chercheurs seront considérés 50 % enseignement - 50 % recherche.

¹³ Il peut être tentant d'utiliser une grille d'amortissement en lien avec la réelle utilisation de l'investissement au lieu de l'amortissement comptable. Néanmoins, dans un souci d'harmonisation et de fiabilité des données produites, nous recommandons fortement d'utiliser uniquement l'amortissement comptable.

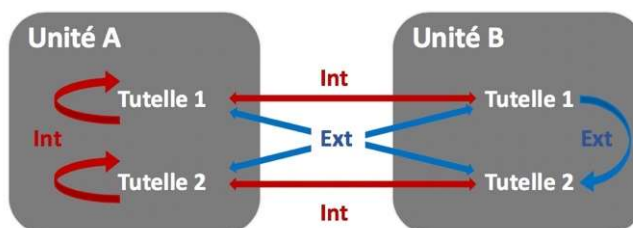
¹⁴ Attention : une estimation forfaitaire des coûts indirects peut conduire à rendre ces coûts inéligibles auprès de certains financeurs, européens notamment.

1.4 Identifier les catégories d'utilisateurs

Les catégories d'utilisateurs potentiels sont énumérées dans la charte d'accès au service. Quels que soient leur nombre et leur diversité, il est recommandé de les regrouper ainsi :

- utilisateurs privés et publics non académiques,
- utilisateurs académiques.

La catégorie des utilisateurs académiques, pour des raisons techniques d'éligibilité des dépenses, distinguera facturation interne et externe¹⁵, sans confondre interne à l'unité et/ou à la tutelle :



1.5 Déterminer le coût unitaire et fixer la grille tarifaire

Le coût unitaire correspond au coût complet divisé par l'utilisation en unités d'œuvre sur l'exercice choisi¹⁶.

$$\text{Coût unitaire d'un service} = \text{coût complet} / \text{nbre d'unités d'œuvre}$$

Dans le cas où l'exercice comptable ne serait pas représentatif, il convient de calculer la capacité annuelle d'utilisation. La méthodologie permettant de calculer cette capacité peut être adaptée selon la plateforme (moyenne sur plusieurs exercices, estimation de la demande, etc.).

1.6 Faire valider la tarification

Le processus de détermination des coûts complets ainsi que la question des tarifs afférents aux différentes catégories d'utilisateurs doivent faire l'objet d'une validation par un organisme de tutelle de l'unité de gestion du service (validation par l'ordonnateur, l'agent comptable, ...) et publiés sur un support officiel (bulletin officiel).

¹⁵ En la matière, le qualificatif interne qualifie une facturation où les fonds restent dans la même tutelle.

¹⁶ Par exemple, dans le cas d'une tarification d'une unité proposant des véhicules, si l'unité d'œuvre choisie est le km, il conviendra de diviser le coût complet du service (= le coût complet du parc de véhicules) par le nombre d'unités d'œuvre de l'exercice choisi (= le nombre de kilomètres réalisés dans l'année avec ces véhicules).

2 PRINCIPES DE FACTURATION

Le coût unitaire de l'unité d'œuvre – ou la somme des coûts unitaires des unités d'œuvre constituant la prestation ou le service – doit permettre ensuite de déterminer un tarif. Celui-ci va être différent, en fonction de la catégorie d'utilisateurs, selon la politique de la tutelle.

2.1 Principes de tarification selon les catégories d'utilisateurs et la nature du financement

On peut distinguer deux grandes catégories d'utilisateurs, conduisant à deux niveaux de tarifs :

- catégorie 1, utilisateurs privés et publics non académiques : coût unitaire + marges
- catégorie 2, utilisateurs académiques : coût unitaire¹⁷

Les financeurs peuvent être très variés (ANR, Europe, Région, Organismes, ...)

Il convient d'insister sur trois points :

- si la catégorie 2 peut bénéficier d'un tarif moindre que la catégorie 1, ce n'est pas via l'application d'une réduction pour la catégorie 2, c'est parce que la tutelle décide d'appliquer une marge sur la catégorie 1.
- au sein de la catégorie 2, les utilisateurs appartenant à la même tutelle que celle qui gère le service peuvent bénéficier de tarifs inférieurs aux autres, dès lors que la tutelle gestionnaire du service décide de ne pas répercuter sur le coût unitaire des dépenses qu'elle supporte déjà par ailleurs
- chaque financeur fixe les catégories de dépenses qui peuvent être prises en compte dans l'élaboration du tarif.

Dès lors, le tarif « académique » sera décomposé selon le tableau ci-dessous.

Tarif utilisateur privé et public non académique	Tarif utilisateur académique			
	Externe	Interne		
		Financement banalisé	Financement européen	Financement ANR
Coût unitaire du service plus marge	Coût unitaire du service sans marge	Coût unitaire du service sans marge	Coût unitaire du service sans marge (mais uniquement ceux de la tutelle qui facture)	Coût unitaire du service sans marge Mais sans intégrer : - les amortissements - les coûts de personnel permanent - la prime pour l'emploi (qui concerne les personnels en CDD)

Coût unitaire du service : coût complet (amortissement, fonctionnement, masse salariale, coûts indirects) pour chaque unité d'œuvre.

Ainsi, il est possible de rendre apparent en facturation interne la part éligible au paiement sur fonds ANR ou sur fonds européens. Dans le cas où un utilisateur académique utilise un service qui implique une procédure de facturation interne sur fond ANR ou européen, il pourra, le cas échéant, fournir deux bons de commande : un sur la ligne budgétaire du projet, l'autre sur d'autres ressources (banalisées par exemple) afin de couvrir la totalité du tarif.

¹⁷ On verra dans le paragraphe infra *mesures incitatives* qu'il est possible de distinguer une sous-catégorie « partenaires » au sein de cette catégorie 2.

2.2 Mesures incitatives

Les unités de gestion des services AnaEE-France s'engagent à pratiquer des tarifs non discriminants pour les utilisateurs académiques qui ne sont pas membres de l'unité de gestion du service. Néanmoins, plus globalement, parce qu'une tutelle peut faire le choix de ne pas répercuter certains coûts en interne, le tarif pour les utilisateurs relevant de la tutelle gestionnaire peut être inférieur à celui proposé à des utilisateurs relevant d'une autre tutelle. Par ailleurs, si une tutelle souhaite mettre en place une politique tarifaire préférentielle cela reste possible, dès lors que d'autres critères que l'appartenance à l'unité de gestion du service sont utilisés. Par exemple, des utilisateurs qui font appel très régulièrement aux services, qui s'engagent sur un certain volume d'activité, qui relèvent de certains axes scientifiques, etc...

2.3 Affichage des grilles tarifaires

Les grilles tarifaires des services proposés par les plateformes AnaEE-France doivent être claires, accessibles et affichées sur le site Internet de chaque plateforme et de l'infrastructure nationale. Elles sont annexées à la charte d'utilisation de la plateforme construite avec le modèle de l'infrastructure nationale.

3 CONSIDERATIONS DANS L'UTILISATION DES RECETTES

Cette note est susceptible d'intéresser toute unité/infrastructure, néanmoins il convient de rappeler que, en l'absence de structure légale portant l'Infrastructure, une gestion à l'échelle de cette dernière est impossible.

C'est donc la (ou les) tutelle(s) décideur(s) de la gestion des recettes issues de l'utilisation des plateformes AnaEE-France. La répartition des recettes entre l'unité de gestion et sa (ou ses) tutelle(s) relève de la politique interne de chaque tutelle.

Lorsque la gestion des recettes est confiée aux unités de gestion des plateformes AnaEE-France, celles-ci s'engagent à les utiliser afin d'entretenir et de développer la qualité des services proposés par les plateformes. Elles produisent chaque année un bilan de l'utilisation de ces recettes.

Pour toute question : anaee-tarification@groupes.renater.fr
